



Retour sur le Climate Adaptation Summit Premier sommet mondial pour l'adaptation aux changements climatiques

25 et 26 Janvier 2021

« Notre urgence climatique constitue la menace la plus grave pour la paix et la sécurité. Alors que les phénomènes météorologiques extrêmes se multiplient et que le niveau de la mer monte, les gens doivent se disputer des ressources rares et faire face à la dégradation accélérée de l'environnement qui les entoure. Si nous n'agissons pas et si nous ne nous adaptons pas rapidement, nous assisterons inévitablement à une plus grande instabilité, à des conflits et à une augmentation de la migration. »

Dr Tawakkol Karman, Prix Nobel de la paix 2011



Sommaire

Introduction.....	2
1. Les interventions marquantes.....	3
o De nouveaux engagements européens.....	3
o Les USA de retour, la Chine très présente.....	3
o Les annonces des autres pays à la session ministérielle.....	3
o Un engagement fort de l'ONU et des institutions multilatérales.....	4
2. Le Centre Mondial de l'adaptation.....	5
3. Les initiatives locales ont été largement développées.....	5
4. Perspectives : ce que ce Sommet nous révèle.....	7



1^{er} réseau d'acteurs
du développement durable



Introduction

Le premier sommet sur l'adaptation est un événement : d'abord parce qu'il a dans sa session d'ouverture rassemblé les (courtes) interventions de très nombreux chefs d'État et de gouvernement (50) ; tous se sont engagés à financer de manière beaucoup plus importante les actions d'adaptation aux changements climatiques, au point que l'objectif mondial assumé par l'ONU est de partager à 50 % les efforts entre atténuation des changements climatiques et adaptation.

Il faut rappeler, comme l'a fait le PNUE, que **les fonds consacrés aux mesures d'adaptation ne représentent que 5% des fonds engagés pour le climat**. En effet, selon le [cinquième rapport du PNUE sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière d'adaptation aux changements climatiques](#) publié le 14 janvier dernier, il apparaît que bien que **les pays ont fait des progrès dans la planification de l'adaptation aux changements climatiques, le manque de financement est trop important pour leur permettre d'atteindre le stade où ils offrent une réelle protection contre les sécheresses, les inondations et la montée du niveau des mers**.

Rappelons aussi que la Commission mondiale de l'adaptation, initiative ad hoc rassemblant différents pays et organisations privées, coprésidée par le secrétaire général des Nations unies et la fondation Bill & Melinda Gates, a évalué qu'un investissement de 1 800 milliards de dollars à l'échelle mondiale entre 2020 et 2030 dans des mesures et travaux d'adaptation permettrait de générer un retour sur investissement net de 7 100 milliards.

Les quatre Fonds dédiés totalement ou en partie à l'adaptation, qui totalisent 94 milliards de dollars - Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le Fonds vert pour le climat (FVC), le Fonds d'adaptation, et l'Initiative internationale pour le climat (IKI) – devront selon le rapport privilégier les initiatives vertes comportant un élément de solutions basées sur la nature (SAFN), solutions qui ont augmenté au cours des deux dernières décennies.

Le lendemain, le [Global Risks Report](#) avait certes mis au premier rang des risques les prochaines

pandémies, mais avait souligné que **d'autres éléments restent terriblement menaçants à court terme, principalement le manque de moyens de subsistance et les conditions climatiques extrêmes**. Le rapport souligne dans ce domaine la nécessité d'accélérer le progrès vers des réductions majeures d'émissions et de stimuler les investissements pour s'adapter. Les responsables avaient aussi en tête le premier rapport [State and Trends in Adaptation 2020](#) édité par le Centre mondial pour l'adaptation (CGA) qui mettait en exergue que l'adaptation aux changements climatiques a probablement subi une baisse de pourcentage à un chiffre en 2020, et que celui-ci doit être multiplié par dix, pour atteindre 300 milliards de dollars par an, afin de répondre aux estimations de ce qui est nécessaire pour faire face à l'escalade des risques climatiques.

Lorsqu'on se souvient de la bataille acharnée menée en particulier par les pays pauvres pour inscrire l'objectif d'adaptation dans les différents accords climatiques, lorsque l'on a en mémoire que seul l'article 7 de l'Accord de Paris évoque (de manière d'ailleurs non contraignante) l'adaptation, on voit en 5 ans le chemin parcouru sur la prise de conscience à la fois de l'urgence de l'adaptation, et des financements nécessaires.

Chemin d'ailleurs rendu possible par le choc brutal avec la réalité des risques du 21ème siècle, lequel a été évoqué par tous les chefs d'État de manière lancinante en 2 directions : d'une part le souci de ne pas sacrifier les crédits destinés au climat à ceux destinés à combattre la pandémie ou à soulager les populations de ces dégâts économiques, d'autre part le regret du manque de prévention, donc le défaut d'adaptation, face à la Covid 19 et des futures pandémies possibles. Cela engendre une volonté nouvelle d'inscrire dans la réalité les adaptations aux autres chocs prévisibles du 21e siècle.



1. Les interventions marquantes

Des interventions ont été particulièrement marquantes, à commencer bien sûr par celle de **Mark Rutte**, Premier ministre du pays hôte, les Pays Bas, qui a placé son pays comme l'inspirateur des politiques d'adaptation et rappelé que les financements climat publics étaient déjà fléchés à 50 % vers l'atténuation aux changements climatiques et à 50 % vers l'adaptation.

De nouveaux engagements européens

Aux côtés du pays hôte, les grands dirigeants européens étaient présents : l'hôte de la COP 26 **Boris Johnson** a annoncé, en plus de la campagne "[Race to resilience](#)", le lancement d'une coalition sur l'adaptation (Adaptation Action Coalition) associant le Bangladesh, l'Égypte, le Malawi, les Pays-Bas, Sainte-Lucie et les Nations unies, qui devra présenter à Glasgow un programme de travail. Le président Macron a souligné que l'AFD avait multiplié par 4 depuis 2016 les crédits fléchés sur l'adaptation, et que la France s'engageait à augmenter cette contribution climat de 6 milliards par an, dont 1/3 dirigé vers l'adaptation ; il a évoqué la nécessité de repenser les infrastructures à l'aune des aléas climatiques.

La chancelière **Angela Merkel** a annoncé 120 millions d'euros de financements bilatéraux en vue de participer à la protection de 500 millions de personnes d'ici à 2025. Elle a aussi souligné que l'Allemagne verserait 50 millions d'euros au fonds d'adaptation des Nations unies et 100 millions d'euros supplémentaires au fonds pour les États les moins avancés.

Le ministre britannique du commerce, de l'énergie et de la croissance propre, **Kwasi Kwarteng**, fait le choix de soutenir les initiatives locales d'adaptation dans les pays partenaires émergents.

Colm Brophy, ministre d'État irlandais chargé de l'aide au développement et de la diaspora, a annoncé doubler la part du financement irlandais destinée à l'adaptation, remarquant que 1 dollar sur 10 contribuant au financement de la lutte contre les changements climatiques va aux initiatives locales, et donc veut porter à 70% ce pourcentage, en commençant par 20 % en 2023.

Les USA de retour, la Chine très présente

John Kerry, envoyé spécial de Joe Biden sur le climat, s'est excusé de l'absence des USA pendant 3 ans de l'Accord de Paris et a rappelé qu'en 2020 les tempêtes avaient coûté à son pays 55 milliards de dollars et 265 milliards les 3 années précédentes. Il a lié l'atténuation à l'adaptation en rappelant que la meilleure adaptation possible était de maintenir la température du globe à 1,5 degrés. Il a annoncé la reprise du travail sur la nouvelle Intended Nationally Determined Contribution américaine (INDC).

Han Zheng, vice-Premier ministre chinois, a annoncé une nouvelle stratégie d'adaptation à l'horizon 2035 en souhaitant, dans son rôle de chef de file du Groupe des 77 l'augmentation du « soutien financier » en faveur des pays en voie de développement (PVD).

Les annonces des autres pays à la session ministérielle

Citons le Chili, qui fonde sa NDC sur l'adaptation, la Corée du Sud, qui va augmenter l'aide financière qu'il accorde aux PVD, et a annoncé la création du programme "Adaptation Academy" en lien avec le secrétariat de la CCNUCC. Seuls quelques pays ont lié l'adaptation aux ODD, pourtant première cible de l'ODD 13.

L'Afrique a été très représentée, à haut niveau : de l'installation du Centre mondial de l'adaptation en Afrique, au siège de la Banque africaine de développement à Abidjan, pour fournir des solutions visant à accélérer, innover et étendre à grande échelle les mesures d'adaptation en Afrique.

Un engagement fort de l'ONU et des institutions multilatérales

Antonio Guterres a mis en perspective les coûts de l'adaptation qui, de 70 milliards de dollars aujourd'hui, pourraient **atteindre 300 milliards en 2030 et, en 2050, 500 milliards** ; ces coûts seront bien moindres si des mesures d'adaptation étaient prises à temps. Il a souhaité une meilleure prévisibilité des financements des pays donateurs et des banques, une approche « adaptation » dans les financements de nouvelles infrastructures, et le développement de systèmes d'alerte précoces.

Parallèlement, le Fonds des Nations unies pour le développement climatique ([UNCDF](#)) a rappelé avoir créé le **Local Climate Adaptive Living Facility (LoCAL) pour répondre aux besoins des collectivités locales en matière d'adaptation aux changements climatiques**. On peut regretter cependant que le conseil d'administration de la LoCAL est composé de représentants au niveau national.

- 11 millions de personnes ont bénéficié du programme ;
- Les actions de LoCAL portent sur l'eau, l'irrigation, les inondations ;
- LoCAL a investi plus de 100 millions d'euros, provenant principalement de l'UE qui a donné 40 millions.

LoCAL a annoncé le **projet Accelerated Ambition Action qui doublera la taille de LoCAL tous les 5 ans jusqu'en 2030**, afin d'investir 100M+ par an.

La **Commission européenne** a rappelé qu'elle finançait LoCAL, lequel est partie intégrante du Green Deal pour lutter contre la crise climatique, et, à la session d'ouverture, Frans Timmermans, premier vice-président de la commission européenne, avait confirmé qu'il présentera la stratégie d'adaptation de l'Union européenne le 24 février prochain.

La **Banque centrale européenne** a annoncé la création en son sein d'un « centre sur les changements climatiques », une nouvelle unité « opérationnelle dès début 2021 », qui sera chargée de « regrouper les travaux » de l'institution monétaire de l'UE sur le climat afin de « définir et orienter son agenda » sur le sujet, en précisant que l'adaptation y aura sa part.

Le **FMI** s'est engagé à intégrer les risques climatiques dans ses évaluations annuelles économiques des pays et a lancé une « initiative basée sur les données pour aider les pays à suivre les risques liés aux changements climatiques. »

La **Banque mondiale** a suivi le Secrétaire général des Nations Unies sur les 50 % du financement climat destiné à l'adaptation rappel, le groupe dispose d'un plan d'action sur l'adaptation (ce qui entraîne que la BM devra infléchir son plan d'action sur l'adaptation), en portant le soutien financier direct aux mesures d'adaptation à 50 milliards de dollars entre 2021 à 2025.

Le directeur général de l'**OCDE** a annoncé la signature d'un accord avec le centre mondial de l'adaptation.

Le **PNUD** a rappelé la mise en place de l'Adaptation Innovation Marketplace, initiative destinée à accélérer les innovations, les technologies et les pratiques, en particulier envers les jeunes.



2. Le Centre Mondial de l'adaptation

Le président du Centre mondial pour l'adaptation (GCA) et 8e secrétaire général des Nations unies, **Ban Ki-moon**, a déclaré : « Même si les objectifs de limitation énoncés dans l'Accord de Paris sont atteints, ils ne seront toujours pas suffisants. Les changements climatiques se produisent déjà et nous devons donc nous adapter à leurs répercussions ». Il avait présidé, la veille du Sommet, cinq lauréats du prix Nobel et plus de 3 000 scientifiques de plus de 100 pays lors de la signature de la [Déclaration scientifique de Groningue](#) appelant les dirigeants, les décideurs et les investisseurs du monde entier à changer notre façon de comprendre, planifier et investir pour les changements climatiques afin de limiter les dommages futurs.

Dans la Déclaration scientifique de Groningue, les scientifiques affirment que « notre incapacité à nous adapter et à circonscrire la COVID-19 coïncide avec les perturbations à venir si nous n'agissons pas immédiatement pour la limiter et adapter notre monde en réponse aux changements climatiques [...]. Si nous ne passons pas à la vitesse supérieure maintenant, il en résultera une augmentation de la pauvreté, des pénuries d'eau, des pertes agricoles et la montée en flèche des migrations avec un lourd tribut en vies humaines. »



3. Les initiatives locales largement développées

Une **session accueillant les maires** (ouverte par le maire de Rotterdam) a présenté [1000 Cities Adapt Now](#), programme de 10 ans destiné à accélérer les mesures d'adaptation dans les villes, conçu par le WRI Ross Center for Sustainable Cities, en alliance avec le Centre mondial de l'adaptation, le Resilient Cities Network et ONU-Habitat. Les maires de Miami, Paris, Accra, Christchurch, Milan, Jakarta, Surat, Beira, Antwerp, Greater Manchester, Tirana, Athènes, Khulna, Istanbul se sont félicités de cette initiative.

Une session a été aussi consacrée à l'exposé d'initiatives directement destinées à l'adaptation locale. La session a été ouverte par le **Boutan** (Chair of the Least Developed countries), qui a **regretté que moins de 10 % de l'aide financière climatique soit destinée à des actions dans les pays pauvres**.

Citons particulièrement les interventions suivantes :

- [ACT Alliance](#), réseau de 144 Eglises et organisations affiliées travaillant ensemble dans 100 pays pour un changement durable dans la vie des personnes pauvres et marginalisées, a développé des principes visant à soutenir la communauté de l'adaptation, ceux qui avancent, et à soutenir les initiatives menées localement : gouverneurs, organisations communautaires...



- **Climate Bridge Fund**, fond fiduciaire créé par le **BRAC**, avec le soutien du gouvernement allemand par l'intermédiaire de la **KfW** (Banque bilatérale de développement allemande, équivalent de l'AFD en France) en novembre 2019. Il s'agit d'un mécanisme de financement climatique direct et innovant, qui soutient les ONG enregistrées au Bangladesh. Le mécanisme de financement fonctionne de manière à ce que seuls les revenus générés par les investissements en capital soient principalement utilisés pour financer les mesures d'adaptation urbaine et les activités de résilience dans le contexte des migrations induites par le climat.
- **Slum Dwellers International**, programme de subventions en capital afin de créer une communauté de bonnes pratiques.
- **Asia Development Bank**, le Community Resilience Partnership Programm (CRPP), place l'intervention locale au premier plan avec 3 axes : pauvreté, genre, changements climatiques. Avec un objectif de 80 milliards de dollars investis en 2030.
- **Le Nordic Development Fund**, contribue à hauteur de 6 millions au Community Resilience Partnership Program (CRPP) afin de traiter les questions d'égalité des sexes dans ces pays, et de permettre aux femmes de surmonter les conséquences de la pandémie (80 % des entreprises appartenant à des femmes sont supposées avoir fermé à cause de la pandémie).
- **Le Programme "The Power of Voices"**, alliance de six organisations partenaires, dont le WWF Pays-Bas, Hivos, South South North, Akina Mama wa Afrika, Shack Dwellers International et la Fundación Avina ont uni leurs efforts pour créer l'alliance "Amplifying Voices for Just Climate Action".



4. Perspectives : ce que ce Sommet nous révèle

Nous retiendrons des différentes interventions et nouveaux engagements les analyses suivantes :

- **La thématique de l'adaptation surgit au premier plan des préoccupations**, manifestement à cause (1) du manque de prévention de l'actuelle pandémie, et (2) des difficultés des sociétés à s'adapter à des catastrophes, ce qui est évidemment démontré dans le monde entier. De ce fait, les responsables mondiaux essaient de mieux s'armer pour ce qui reste un danger avéré, le réchauffement global et ses conséquences actuelles et à venir ;
- **La pertinence de l'échelon local**, qui, pour l'adaptation, est plus démontrée que pour les politiques d'atténuation, dont le caractère global paralyse beaucoup d'acteurs qui se demandent encore à quoi servent finalement leurs efforts, s'ils ne sont pas partagés ;
- **La confusion sémantique entre adaptation et résilience**, qui recouvre par exemple dans l'Accord de Paris des réalités, mécanismes, et financements différents. Ainsi, l'article 7 de l'Accord de Paris vise l'adaptation, l'article 8 le mécanisme des pertes et préjudices (WIM), soit la résilience. Les deux chapitres sont organisés très différemment dans l'enceinte de la CNUCC, mais confondus dans ce premier Sommet ;
- **Le consensus sur l'insuffisance des crédits**, d'autant que, dans une [étude très récente, l'ONG CARE](#) a mis en évidence que, contrairement à leurs déclarations, les pays riches et institutions internationales n'ont en réalité fourni qu'un cinquième du montant promis d'ici à fin 2020, car, selon elle, 42% des financements déclarés entre 2013 et 2017 ne concernent en réalité pas des actions d'adaptation, voire ne devraient pas être reliés à la lutte contre le réchauffement climatique.

Dans le [rapport de 2019 de Climat Chance](#), le Comité 21 avait déjà déploré ces confusions ; il reste donc au Centre Mondial pour l'Adaptation de rester vigilant sur la réalité des financements.

Enfin, le très faible écho médiatique sur ce Sommet n'est pas dû seulement à l'omniprésence de la pandémie, mais aussi à la difficulté de mobiliser sur le sujet de l'adaptation, même lorsque le danger que court la vie sur la planète se rapproche. La thématique est toujours vécue comme la dernière des solutions, alors qu'elle est une des solutions urgentes. Ce défi psychosocial est énorme à relever, mais ce Sommet, qui se veut un Agenda de l'action pour l'adaptation, en est un premier pas.



National
102, avenue des Ternes
75017 Paris
Tel : 01 55 34 75 21
comite21@comite21.org

Grand Ouest
3, Bd de la Loire
44200 Nantes
Tel : 02 28 20 60 80
grandouest@comite21.org

www.comite21.org

